

## Les Pro-Vie NE DOIVENT PAS postuler

**Vicki Gunn**

Directeur Exécutif, PHC Canada

À divers moments et à travers diverses vagues d'immigration, les immigrants sont arrivés pour parfois trouver le «tapis de bienvenue» pris, les trottoirs roulés et des regards furieux les suivant partout où ils allaient.

C'est un moyen difficile d'arriver dans un nouveau pays, à la recherche d'une nouvelle vie. D'avant la Confédération, lorsque des panneaux «Les Irlandais ne doivent PAS postuler» ont été affichés, nous avons vu de nouveaux immigrants se battre pour être acceptés.

Mais les choses sont différentes aujourd'hui. Le Canada, pour la plupart, malgré ce que dit notre Premier Ministre, accueille des immigrants du monde entier. Beaucoup d'entre nous ont essayé de soutenir les nouveaux immigrants pour s'assurer qu'ils s'installent dans nos communautés.

Cela ne veut pas dire que l'égalité a été atteinte au Canada. Malheureusement, l'égalité s'éloigne davantage de la portée des Canadiens.

En 2017, les Canadiens ont été persécutés par leur propre gouvernement en raison des limites imposées au programme Emplois d'été Canada. C'est à ce moment que «les pro-vies n'ont PAS besoin de postuler» est devenu le slogan des programmes gouvernementaux.

Les entreprises canadiennes qui embauchaient des étudiants dans le cadre du programme Emplois d'été Canada devaient s'engager à soutenir l'avortement ou être considérées comme inadmissibles à recevoir une aide financière pour l'emploi d'été pour étudiants. Les camps d'été chrétiens, les églises et les organisations pro-vie qui avaient historiquement embauché des étudiants partageant les mêmes idées pour travailler pendant l'été, ont été soudainement informés qu'ils «NE DOIVENT PAS postuler». Bien entendu, les organisations pro-avortement ont été accueillies dans le programme.

Les projets et activités d'emploi non éligibles comprennent ceux qui «s'efforcent activement de saper ou de restreindre l'accès d'une femme aux services de santé sexuelle et reproductive» ou qui «préconisent l'intolérance, la discrimination et / ou les préjugés». <sup>1</sup> (PDF) Ces phrases péjoratives, bien sûr, ne sont pas la façon dont les Canadiens pro-vies se décriraient!

Les gouvernements provinciaux canadiens se sont tournés vers les entreprises canadiennes depuis les fermetures de COVID pour choisir quelles entreprises survivront à la pandémie et quelles entreprises s'effondreraient probablement. Les grands magasins, comme Costco et Walmart, ont été choisis pour survivre. Les petites entreprises ont été jetées sur le tas de ferraille du temps en forçant leur fermeture, tandis que leurs concurrents ont été autorisés à rester ouverts, récoltant toutes les ventes de Noël et d'avant Noël. Les églises ont également été jetées à la ferraille en limitant leur capacité à renforcer leurs liens par la fraternité. Les familles élargies ont été jetées à la ferraille en interdisant les rassemblements familiaux en dehors des «bulles» familiales.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une nouvelle claque. «Global News» - après avoir fouillé les candidatures d'organisations cherchant à accéder aux fonds gouvernementaux pour les mener à travers les confinements gouvernementaux - a constaté que certaines organisations pro-vie avaient demandé et reçu des fonds pour garder leurs portes ouvertes également. . . Organisations canadiennes soutenues par des Canadiens.

Je n'ai pas remarqué que «Global News» rejetait les fonds des contribuables lorsque les fonds étaient offerts à des médias qui suivraient la ligne du gouvernement. Ils ont porté l'information selon laquelle des organisations

pro-vie avaient reçu de l'aide à l'attention de notre Vice-Premier Ministre / Ministre des Finances. Chrystia Freeland, la pro-mort, veillerait certainement à ce qu'aucun argent des contribuables canadiens ne reste entre les mains d'organisations canadiennes qui ne suivront pas les convictions du gouvernement.

La façon dont «Global News» «aide» le gouvernement ressemble presque à des organisations chinoises qui, selon cet article, «la loi chinoise exige que les organisations et les citoyens soutiennent, aident et coopèrent avec le travail de renseignement.»<sup>2</sup> «Global News» semble le faire volontairement! Il faut se demander quelles faveurs ils demanderont en retour. . . .

Pouvez-vous imaginer des groupes pro-vie canadiens recevant des fonds des contribuables canadiens comme de nombreux autres groupes canadiens? Ce gouvernement croit qu'il ne faut pas le supporter! Les organisations pro-vie sont évidemment des misogynes, soutenues par les dinosaures et devraient suivre la voie des dinosaures. Les Canadiens ne doivent pas être autorisés à avoir des opinions aussi préjudiciables! N'est-ce pas? Le gouvernement canadien ne devrait-il pas simplement négliger la Charte canadienne des droits et libertés et imposer ce que nous pouvons croire?

Il est temps que les pro-vies soient proactifs face à l'intrusion du gouvernement dans nos vies. C'est ce que fait le PHC du Canada!

Nous croyons que les Canadiens pro-vies devraient avoir les mêmes droits que toute autre organisation pour présenter leurs points de vue. À Guelph, en Ontario, le conseil municipal pense le contraire. Cette affaire n'a rien à voir avec l'accès aux programmes gouvernementaux. Cette affaire concerne la liberté d'expression dans le domaine public. La «Guelph & Area Right to Life Society» s'est vu refuser la possibilité d'afficher des publicités pro-vie sur les autobus urbains de Guelph (payés par «Guelph Right to Life»). Le PHC a été invité à demander le statut d'intervenant dans le cadre d'un examen judiciaire qui pourrait bénéficier de notre victoire dans les abribus de Hamilton en 2017. Il y a des frais juridiques importants associés à ce rôle, mais nous croyons qu'il est très important que le PHC du Canada intervienne dans cette affaire si on nous accorde le statut d'intervenant. Par conséquent, nous recherchons des promesses de la part des Canadiens désireux d'appuyer le PHC du Canada qui souhaitent obtenir le statut d'intervenant dans le cadre de la révision judiciaire: «Guelph and Area Right to Life contre la ville de Guelph.»<sup>3</sup> Nous estimons le coût à 30 000 dollars et nous aurions besoin de promesses de dons pour ce montant d'ici le 30 janvier pour pouvoir continuer.

Si vous souhaitez voir les belles annonces qui sont en litige, veuillez les consulter: première, deuxième et quatrième annonces - diffusées sur ce site Web.<sup>4</sup>

Si vous êtes prêt à nous aider en donnant à cet effort, veuillez nous en informer en remplissant ce formulaire d'engagement.<sup>3</sup> Si nous sommes en mesure de continuer, nous vous contacterons afin que vous puissiez tenir vos engagements.

Si vous n'êtes pas membre du PHC du Canada, inscrivez-vous dès aujourd'hui.<sup>5</sup> Faites entendre votre voix!

## **Notes de bas de page**

<sup>1</sup> [www.canada.ca/content/dam/canada/employment-social-development/services/funding/CSJ2021\\_Applicant\\_Guide.pdf](http://www.canada.ca/content/dam/canada/employment-social-development/services/funding/CSJ2021_Applicant_Guide.pdf)

<sup>2</sup> [www.reuters.com/article/us-australia-china-huawei-tech/australia-bans-chinas-huawei-from-mobile-network-build-over-security-fears-idUSKCN1L72GC?il=0](http://www.reuters.com/article/us-australia-china-huawei-tech/australia-bans-chinas-huawei-from-mobile-network-build-over-security-fears-idUSKCN1L72GC?il=0)

<sup>3</sup> [app.etapestry.com/onlineforms/ChristianHeritagePartyofCa/Intervenor.html](http://app.etapestry.com/onlineforms/ChristianHeritagePartyofCa/Intervenor.html)

<sup>4</sup> [guelphforlife.com/busads.html](http://guelphforlife.com/busads.html)

<sup>5</sup> [www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous](http://www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous)

---

**Parti de l'Héritage Chrétien du Canada**  
chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)  
PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1  
Ce Communiqué peut être copié

---